

Mais bien sûr, il y a plus de consommateurs et consommatrices de cannabis que ça! Alors, à vos plumes: ce sera cette semaine votre dernière chance de participer, voire de convaincre vos ami-e-s et connaissances à signer et à remettre vos listes. Faisons encore un petit effort, pour que le dossier des signatures que nous voulons déposer à la Chambre soit aussi épais que possible! Et ensuite, voyons comment réagiront les parlementaires. Vous trouverez la pétition sur la page 6 de ce journal et sur notre site internet [www.worxx.lu](http://www.worxx.lu).

Das Stühlerücken im Staatsrat geht weiter: Schon wieder müssen zwei Stellen neu besetzt werden. Nach ungeschriebenem Gesetz ist es an LSAP und CSV, VertreterInnen zu entsenden. Und "just in time" wies der "Conseil national des femmes" darauf hin, dass die Frauenquote in diesem ehrwürdigen Gremium immer noch nicht berauschend ist. Seitdem nach den Grünen auch die CSV eine Frau für einen Staatsratsposten vorschlug, gibt es unter 22 Staatsratsmitgliedern gerade mal zwei Frauen: "Mais une composition avec 9 pour cent de femmes est encore très éloignée de l'équilibre visé," meint der CNFL in einem Schreiben an die Presse. Die LSAP hat drei Namen vorgeschlagen, unter ihnen zwei weibliche: die Rechtsanwältin Viviane Ecker und die Ex-Abgeordnete Françoise Kuffer. Am Staatsrat ist es nun, unter den dreien eine Person auszuwählen. Der oder die KandidatIn der CSV muss vom Parlament bestimmt werden. Auf die Frage, ob denn auch die CSV wieder Frauen vorschlagen werde, hieß es in den Kulissen allerdings: "Mir hun dach elo schon eng geschéckt!" Das ADR beklagt sich derweil darüber, dass es mal wieder übergangen wurde - ein Beitrag zur Erhöhung der Frauenquote wäre von dieser Seite allerdings am wenigsten zu erwarten.

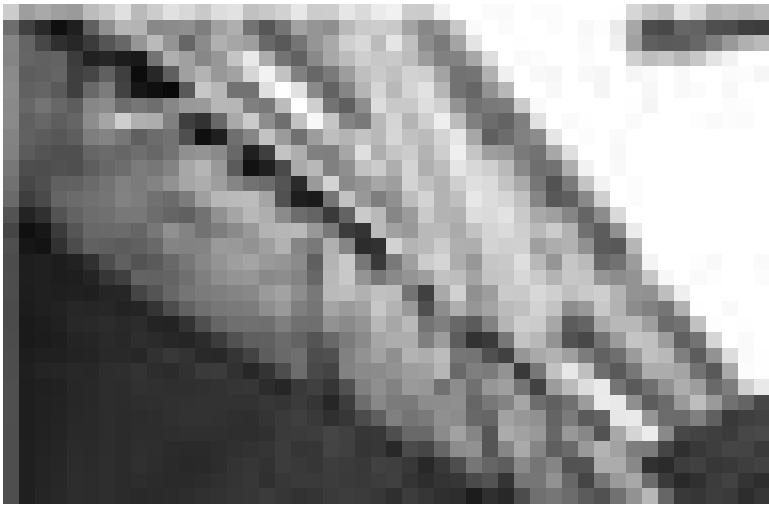
Das Projekt der Rockhalle zieht sich wie ein endloser Jerry-Garcia-Gitarren-Rif im maroden Fillmore-East dahin. In Kürze will die Ministerin mit den zuständigen Ausschüssen des Parlaments über die Frage diskutieren, ob die unglückselige Halle denn nun zu überhöhtem Preis in der Gebläsehalle auf Belval installiert oder ein Neubau erwogen werden soll. Derweil der dritte grüne Gesetzesvorschlag über die Konstituierung einer Betreibergesellschaft weiterhin von der Politik und den staatstragenden Medien ignoriert wird, droht die Diskussion in Fragen über Stahlkonstruktionen und Parkplätze zu versanden.

Parallel dazu wurde nunmehr bekannt, dass im Gegensatz zu jahrelangen Beteuerungen die Sport- und Kulturhalle auf dem Kirchberg doch nicht für Großevents im Bereich Rockmusik genutzt werden kann. Also nicht nur kein Rock auf Belval, sondern gleichfalls Sound off auf dem Kirchberg. Eine weitere der "Null-minus"-Altlasten von Ehrenbautenminister Goebbels.

# Ni vu ni connu

**En Europe, on parle de plus en plus des femmes victimes du trafic des femmes. Mais celui-ci semble s'arrêter devant les frontières luxembourgeoises - si l'on en croit les responsables politiques.**

(ergué) - "Les reproches cités ne sont pas fondés." C'était - une fois de plus - la réponse du gouvernement à la question parlementaire du député POSL Marc Zanussi posée en printemps 1999. Celui-ci avait cité un rapport belge où l'on caractérisait le Luxembourg de "nouveau paradis de la traite des femmes". Une réponse étonnante à plus d'un égard. D'abord, le Grand-Duché est connu pour être un des rares pays de l'Union européenne qui délivrent encore à profusion des autorisations de séjour pour "artistes", tandis que chez les professions "normales", il est plus que difficile d'en obtenir. C'est par ce biais que les jeunes femmes, pour la plupart de l'Europe de l'Est, sont amenées au Luxembourg - pour



ensuite faire du strip dans les cabarets, animer les clients et - pourquoi pas - les accompagner dans les séparés.

Est-ce qu'on peut parler de traite dans ce cas? C'est évident, disent "Déi Gréng", qui viennent de produire un papier à ce sujet. Les femmes ne viennent pas nécessairement de leur propre gré, ne sont souvent pas au courant de ce qui les attend, et doivent payer leur billet d'entrée chèrement: le visa, l'avion, les costumes - les intermédiaires demandent des sommes parfois énormes qu'elles remboursent alors en se prostituant. Au cabaret, ce n'est pas toujours la vie en rose non plus: les "artistes" n'ont pas de contrat de travail et donc pas de sécurité sociale obligatoire. Elles louent leur chambre chez le cabaretier: c'est une situation de forte dépendance, où tout dépend de la bonne volonté du patron. Si leur contrat d'artiste est rompu, leur autorisation de séjour devient caduque elle aussi. On peut donc s'attendre à un débat animé au parlement mercredi, 14 février, la députée Renée Wagener (Déi Gréng) allant interpellier le gouvernement à ce sujet.

Mais ce qui, aux yeux des Verts, rend l'attitude du gouver-

nement luxembourgeois encore plus surprenante, c'est le fait qu'il y a bien eu des cas qui ont été portés devant les tribunaux belges, il est vrai. Ainsi, le "Centre pour l'égalité" belge, qui tous les ans publie un rapport officiel sur la traite des êtres humains, note qu'en 1997, "des faits de proxénétisme et de traite des femmes ont été constatés dans un établissement situé à quelques dizaines de mètres seulement de la frontière luxembourgeoise. Sur les lieux, trois jeunes femmes originaires de pays de l'Est ont été découvertes, chacune en possession de documents de séjour luxembourgeois. [...] Le propriétaire de l'établissement inculpé aujourd'hui (entre autres pour traite des Etres humains) est lui-même domicilié au Luxembourg". Et en 1998, le gérant du cabaret "George V" à Liège a été cité en justice dans le contexte d'une "filière de traite des femmes en Belgique établie au Luxembourg". Il s'agissait d'une importante filière de prostitution au départ de la Russie et desservant la Belgique, le Luxembourg, la Suisse et l'Allemagne.

La publication de tels rapports est d'ailleurs une transposition de la déclaration ministérielle de La Haye de 1997 qui prévoit la mise en place d'un rapporteur ou d'une rapportrice nationale pour lutter contre la traite des femmes. En Belgique, ce rôle est assumé par le "Centre pour l'égalité". Au Luxembourg, rien jusqu'ici.

# Bruits de couloirs

**Si l'on croit le  
gouvernement, la  
recherche deviendrait un  
créneau prometteur pour  
notre pays. Sur le terrain,  
on est plus près des  
contraintes de la réalité  
que de l'euphorie  
visionnaire.**

(roga) - Le "Fonds National de la Recherche" propose des "visions pour la recherche au Luxembourg" - titre de son colloque du 18 octobre dernier. Le gouvernement lance une "Cité des sciences" sur la friche industrielle de Belval. La vision d'un "Silicon Luxo" se dessine à l'horizon des ambitions gouvernementales. Sur le terrain, on en reste aux bruits de couloirs.

## Les couloirs de "Luxembourg Valley"

Ce qui pour le "Silicon Valley" californien étaient les légendaires garages des pionniers de la recherche en informatique, se réduit pour la recherche au Luxembourg à d'anciens appartements bourrés d'onéreux matériel médical, à des couloirs exigus regorgeant d'armoirs métalliques et à des conteneurs érigés sur un pré à l'ombre du centre universitaire.

La commission de l'enseignement supérieur du parlement avait été invitée par les responsables des trois centres de recherches publics créés par la loi de 1996 - un retour brutal aux réalités. Le CRP-Henri Tudor est encore celui qui peut se préva-

loir d'une occupation des lieux plutôt généreuse. au fur et à mesure que la maison d'hôte de l'Arbed au "Schlassgoart" à Esch est vidée par son propriétaire, les petites sociétés "start up" accueillies dans cette importante annexe peuvent déployer leurs activités pionnières. De son côté, le CRP-Santé est sans doute celui qui est dans les plus mauvais draps en matière d'infrastructures. Les parlementaires ont pu se rendre compte de l'éparpillement aventureux des différentes cellules de recherche: couloirs, anciens appartements de l'aumônier, caves... , le tout dans une occupation de l'espace au millimètre près. Enfin, le CRP-Gabriel Lippman dispose certes de nouveaux locaux dans des conteneurs déposés à l'ombre du centre universitaire. Mais le provisoire infrastructurel appelle à des mesures urgentes autant que les déficits dans l'organisation raisonnable des ressources humaines.

En effet, à côté des exiguïtés alarmantes, le principal malaise sur l'échiquier de la recherche réside dans une politique insuffisante en matière de personnel scientifique. Les centres de recherche se sont résignés à l'idée

que, faute de candidat-e-s luxembourgeois-es, le recrutement se fait essentiellement à l'étranger. La souche de personnel permanent est très mince partout. On travaille surtout sur base de projets à durée limitée, le personnel scientifique est recruté et congédié en fonction du rythme de ces projets. Les sceptiques aiment dessiner le spectre des CNRS français, où des chercheurs/ses fonctionarisé-e-s ne feraient que perpétuer leurs menus bricolages jusqu'à la retraite. Mais sans noyau stable, la recherche n'atteindra jamais un rythme de croisière indépendant des aléas de la demande, souvent émanant du secteur privé. Il est donc urgent de constituer à la fois un cadre minimal de personnel permanent, de définir une carrière de chercheur/se attractante au même degré que celle d'enseignant-e et d'ouvrir des débouchés aux chercheurs/ses âgé-e-s dans l'enseignement supérieur.

Les instances législatives sont désormais appelées à se pencher une nouvelle fois sur une meilleure organisation de la recherche publique au Luxembourg. Si la loi de 1996 a permis un certain déclic, le grand décollage de la recherche publique au Luxembourg ne se fera pas sans une dose catalytique bien plus substantielle.